

## ÉTAT ET NATION. LE MODÈLE EUROPÉEN À L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION DE 1848-1849 EN TRANSYLVANIE

LIVIU MAIOR

La révolution européenne de 1848 a marqué un moment décisif pour les Roumains. Pour la première fois pendant leur histoire moderne, ils se sont impliqués dans un événement d'ampleur, engendré par le besoin de reconfiguration du continent au moyen de réformes de nature démocratique. Chose inédite dans leur histoire, les Roumains n'ont pas tardivement réagi à un événement déroulé sur le continent, mais, au contraire, ils ont activement concouru à la diffusion des principes fondamentaux de la Révolution européenne en les répandant dans la région orientale du continent – limite extrême de l'année 1848. Pour les Roumains de l'Empire des Habsbourg, mais aussi pour ceux de Moldavie et de Valachie, ceci a signifié une première démarche d'envergure permettant l'identification des accumulations produites jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au plan socio-politique ainsi que des modalités à même de définir, endosser et mettre en œuvre, de manière directe et pragmatique, un programme en accord avec ceux de l'Europe Occidentale. Les Roumains rendent «nationaux» les projets démocratiques, les réformes, les constitutions et même le symbolisme révolutionnaire européen. L'Europe était devenue «un espace de solidarisation politique», «une hypostase d'opinion publique» à «rôle d'autorité politique et droit d'influence»<sup>1</sup>.

Le spécifique central-est européen de la Révolution de 1848-1849 a apporté au premier plan le *nationalisme démocratique*, imbu des idées libérales de l'époque. Tous les appels, les manifestes, les programmes et les assemblées s'adressaient aux Roumains au nom de la nation, preuve incontestable de la *nationalisation* de la façon de penser.

Cette modalité a contribué à l'accélération du processus d'identification et d'intégration de la paysannerie dans le concept de nation, ce qui accroissait la capacité de mobilisation et de participation à la Révolution. En même temps, il émergeait un nouvel élément, exprimé pendant l'Assemblée Nationale de Blaj de

<sup>1</sup> Elena Siupiur, «Le Sud-Est devant l'Europe sau ideea de Europa ca for politic suprem de decizie în politografia secolului al XIX-lea la popoarele din Sud-Estul European» dans *Identitate națională și spirit european. Academicianului Dan Berindei la 80 de ani*, Editura Enciclopedică, p. 357 et 362. La question a été traitée dans le livre de Dan Berindei, *Revoluția română de la 1848-1849. Considerații și reflecții*, Cluj-Napoca, 1997.

15–17 mai 1848. C'était l'idée de l'appartenance roumaine à l'Europe politique, démocratique qu'on envisageait ces jours-là. Les jeunes présents à l'assemblée à laquelle ont participé plus de 40 000 Roumains s'entretenaient avec la foule dont la majorité étaient des paysans, leur expliquaient d'une manière simple les desiderata du programme en leur inculquant aussi le sentiment qu'ils n'étaient pas seuls: «Vous, les Roumains, vous êtes des millions! Autour de vous il y a encore des millions de Roumains, tant en Italie, notre souche, qu'en France – notre sœur»<sup>2</sup>.

Synthèse du temps écoulé après 1789, l'année 1848 est tenue à redimensionner l'avenir des nations. L'étendue de la sphère de diffusion a préfiguré les confins d'une Europe politique qui sera œuvrée beaucoup plus tard. L'affirmation claire, ouverte – pour la première fois – du concept d'*État-nation*, la configuration des États européens de plus tard – l'Allemagne, l'Italie, la Tchéquie et la Slovaquie etc. et, bien sûr, la Roumanie a été une constante du phénomène révolutionnaire. De ce point de vue, la facilité dont les révolutionnaires du «printemps des peuples» ont fait preuve dans l'établissement des liens à travers les frontières imposées, artificielles, la participation effective des jeunes roumains, polonais, italiens, allemands ou bien français, etc. aux moments essentiels de la révolution dans d'autres pays que ceux d'origine, mettent aussi en évidence un autre aspect, d'importance majeure pour l'avenir de l'Europe: une solidarité très forte entre tous ceux qui souscrivaient aux principes démocratiques de cette époque-là. De toute manière, une nouvelle Europe se faisait jour pendant cette période révolutionnaire à laquelle les Roumains dans leur ensemble allaient adhérer et à laquelle ils allaient être associés pendant les décennies suivantes.

La Révolution roumaine de 1848–1849, déroulée dans un espace politique contrôlé par trois grands Empires – Habsbourg, Ottoman et Tsariste – a aussi des particularités induites par ce contexte. Leur démarche unitaire porte l'empreinte de ce statut, c'est-à-dire d'une certaine spécificité dans l'affirmation de leur projet politico-national, avec des limites imposées par la présence des trois Empires. Les Roumains étaient la seule entité nationale divisée dans des segments qui se trouvaient sous une triple domination impériale. De cette particularité découle, évidemment, la nécessité de la fondation d'un État qui puisse les protéger devant l'agressivité et les menées ayant leur origine en dehors de la grande communauté nationale. Voilà pourquoi ils ont choisi une formule fondée sur le compromis avec les monarchies, notamment avec celle des Habsbourg qui se trouvait dans un processus de démocratisation par l'adoption de la Constitution d'Avril. Le constitutionnalisme est devenu au printemps de l'année 1848 l'expression de la démocratisation suite à l'introduction du parlementarisme. Dès les premiers moments, les Roumains, généralement, véhiculent ce souhait; des projets de Constitution apparaissent en Moldavie et en Valachie tandis qu'en Transylvanie ils adhèrent aux prévisions de celle viennoise. La capitale de l'Empire, surprise par la

<sup>2</sup> Alexandru Papiu Ilarian, *Istoria românilor din Dacia Superioară*, Viena, 1852, vol. II, p. 237.

dimension européenne du processus révolutionnaire, se voit dans l'obligation d'adopter une Constitution. Les prévisions de celle-ci seront adaptées par les dirigeants des Roumains dans des programmes soumis aux débats des Assemblées Nationales qui ont eu lieu entre avril et décembre 1848. Durant cette période, une expérience politique est née et, point par hasard, les formules étatiques envisagées, même si elles ne prévoyaient pas l'introduction du républicanisme, proposaient la réforme de l'Empire par la création de nouvelles structures étatiques. On exclut dès le début la sécession et l'indépendance en vertu de raisons faciles à comprendre. La Maison de Habsbourg participe nécessairement aux débats relatifs à la réforme de l'Empire; elle continue à être un point de référence non seulement pour les Roumains, mais encore pour les autres nations. L'explication de cette adhésion dans tout l'espace européen où la Révolution s'est manifestée est facile à retrouver: par peur que les événements passés en France pendant la période jacobine ne se répètent plus, les révolutionnaires préfèrent la transformation des royaumes et des empires en monarchies constitutionnelles, s'entretiennent avec les têtes couronnées qui acceptent le dialogue avec eux. En mars 1848, Timotei Cipariu, par exemple, paraît effrayé par la Révolution parisienne. Ce n'est pas par hasard qu'il eut cette réaction. L'érudit roumain savait très bien ce qui s'était passé quelques décennies auparavant. On retrouve souvent cette tentation de comparer les événements de 1789 à ceux du printemps de 1848. Il y en avait beaucoup qui redoutaient la réédition de cette période-là et ses conséquences au plan européen, le «radicalisme révolutionnaire» et les menaces à l'adresse de «la sécurité de toute l'Europe»<sup>3</sup>. D'où l'appel à la «obéissance» à l'Empereur. Barițiu, Bărnuțiu aussi bien que les jeunes transylvains en général soutiennent la même opinion, qui ne laisse pas soupçonner l'existence du républicanisme. Ils réclament, en revanche, la transformation de l'Empire dans une *monarchie constitutionnelle*, tout comme les révolutionnaires européens. Cette option fondamentale pour la Révolution roumaine a déterminé l'utilisation permanente des concepts d'*autonomie*, de *confédération* ou bien de *fédération*, dans l'esprit du nationalisme démocratique dominant leur démarche politique.

Les événements révolutionnaires débutent donc en Transylvanie sous l'impact de la Révolution européenne qui y était suivie avec beaucoup d'intérêt. Un nombre impressionnant de jeunes intellectuels se manifestent dans l'esprit européen et deviennent les porte-parole du message des barricades parisiennes, du mouvement allemand ou italien. Ils souscrivent tous aux principes démocratiques, font preuve de solidarité et assument des responsabilités lourdes de conséquences pour la destinée socio-politique roumaine. Barițiu, créateur d'opinion, saisit promptement l'importance du moment: «Elle va sans doute secouer et ébranler toute l'Europe, à partir des États grands et puissants, jusqu'à ceux petits et faibles»<sup>4</sup>. Les analogies avec la Révolution Française de 1789 – même les symboles jacobins, le bonnet

<sup>3</sup> «Organul luminării» du 16 mars 1848.

<sup>4</sup> «Foaia pentru minte, inimă și literatură», XI, 1848, nr. 12.

frigien, les couleurs du drapeau – sont détectables dans les premières manifestations, au mois de mars, des révolutionnaires transylvains.

L'Europe commence à être invoquée non pas comme notion géographique, mais politique. Les Roumains d'Orăștie expriment clairement ce changement majeur: «Les nations européennes de l'humanité sont arrivées par la grâce de Dieu à cette époque magnifique, ce dont elles se réjouissent fort – le soleil glorieux de la liberté citoyenne de cette époque a finalement envoyé ses rayons pour éclairer les yeux des Roumains aussi»<sup>5</sup>. A Baia de Arieș, le jeune Iosif Ighian se posait une question rhétorique: «Le temps ne serait-il pas arrivé pour nous aussi, les Roumains, de faire bouger quelque action à grande portée?»<sup>6</sup>

Lorsque la Révolution éclate à Vienne et à Peste, il y en a beaucoup qui éprouvent le sentiment de participer à un moment décisif de l'histoire européenne, de la monarchie des Habsbourg et non pas en dernier lieu, de la communauté nationale roumaine. L'adoption de la Constitution à Vienne, les libertés démocratiques, la garde nationale, l'installation du Gouvernement magyar à Peste sont vues par Barițiu comme des «merveilles»: «Tous ce que nous vîmes n'est que le début des merveilles de l'année 1848»<sup>7</sup>.

La nécessité d'avoir un programme révolutionnaire *roumain*, dans ce nouveau contexte marqué par l'optimisme, apparaît avec insistance dans les manifestes, les assemblées et la presse de la deuxième moitié du mois de mars. On fait circuler de plus en plus l'idée d'une *Assemblée nationale* qui puisse légitimer les prochaines options programmatiques, en lui conférant, selon les affirmations contemporaines, le caractère de «*semi-parlement*». Une première réaction à impact prolongé a été «*Provocațiunea*» (la Provocation) de Bărnuțiu de 24–25 mars, un manifeste qui exprime le besoin d'une consultation populaire d'ampleur et un premier rejet de l'union de la Transylvanie à la Hongrie. Il saisit l'occasion d'y faire l'éloge de la révolution européenne, qu'il définit comme «le jour de la résurrection des peuples morts»<sup>8</sup>. Il réclame l'égalité des droits des nationalités par l'abolition de la législation de type médiéval, du fameux «*Unio Trium Nationum*». Dans l'esprit des concepts européens de l'époque, en les prenant comme fondement, il propose le dialogue avec les révolutionnaires hongrois et accepte les premières décisions démocratiques concernant les libertés sociales et politiques tout en rejetant celles de nature nationale, consacrées à l'article 12 du Programme de 15 mars de Peste qui prévoyait «l'union» avec la Transylvanie. Ce point du programme allait apporter au premier plan un problème majeur, celui de l'État et des formules de réformation de l'Empire dans l'esprit de l'époque.

<sup>5</sup> *Documente privind revoluția de la 1848 în Țările Române. C. Transilvania* (sous la rédaction des académiciens Ștefan Pascu et Victor Chereșteșiu), vol. V. p. 28. Dans ce qui suit, *Documente...*

<sup>6</sup> *Id.*, vol. I, p. 160.

<sup>7</sup> Liviu Maior, *1848–1849. Români și unguri în revoluție*, Ed. Enciclopedică, București, 1998, p. 51.

<sup>8</sup> Le texte de *Provocațiunea* dans *Documente...* vol. I, p. 91–92.

Au début du mois d'avril, dans un manifeste, Barițiu approche, lui aussi, le problème de «l'union» de la Transylvanie avec la Hongrie. La solution qu'il propose c'est la transformation de l'Europe Centrale dans une fédération, selon le modèle nord-américain, ou bien dans une confédération de type suisse, dans une structure inspirée par le tchèque František Palacký. Il conçoit le plan de fédéralisation comme une prémisse de la collaboration des forces révolutionnaires de l'Empire des Habsbourg en vue de la démocratisation, de la prévention de l'aliénation des nations à un moment où le sentiment national acquiert une force toujours croissante. Son projet fait partie du débat qui se déroulait dans la capitale de l'Empire concernant la possibilité de faire une réforme fondée sur ces concepts.

«L'union» a sans doute engendré l'objectif roumain prioritaire, *la préservation de l'autonomie de la Transylvanie*. L'élite paraît elle aussi préoccupée par l'avenir de la forme étatique des territoires habités par les Roumains. En même temps, elle saisit l'orientation du gouvernement libéral autrichien vers une politique qui préconisait l'édification d'un État roumain sous l'égide de l'Autriche. Timotei Cipariu souscrit à cette idée et il reproduit, avec les commentaires de rigueur, un article paru au «Wiener Zeitung» à ce sujet: «Les peuples des Balkans et du Bas-Danube, épuisés par le règne turc et la ruineuse protection russe, commencent à bouger et l'union des Roumains au cadre d'un État sous l'égide de l'Autriche est bénéfique, parce qu'on évite le péril du panslavisme, de l'expansion tsariste»<sup>9</sup>. A mesure que les événements révolutionnaires se déroulent en Moldavie et en Valachie, cette option gagne toujours plus de terrain, par l'adhésion des dirigeants des deux Principautés dans des formes variées, déterminées par l'évolution de la Révolution panroumaine. La collaboration entre les Transylvains et les Roumains se trouvant au-delà des Carpates était devenue une réalité et une tendance de conjugaison de leurs efforts dans cette direction était évidente, surtout à partir du 11/23 juin, après que la révolution eut éclaté à Bucarest.

*L'autonomie de la Transylvanie*, menacée par les Magyars, qui voulaient «l'union» avec la Hongrie, devient, nous le réitérons, le problème prioritaire, ce qui est démontré par tout le processus révolutionnaire. Les Roumains lui confèrent une importance capitale, parce que ce n'était qu'en bénéficiant d'autonomie qu'ils pouvaient concevoir une formule fédérative ou bien une confédération. Leur plaidoirie pour l'autonomie et ses implications a représenté le point clé, l'essence du discours prononcé par Bărnuțiu dans la Cathédrale de Blaj à la veille de l'Assemblée Nationale. En voilà quelques idées-force révélatrices de son plaidoyer. Dès le début, il associe la Révolution roumaine à celle européenne, dont il fait l'éloge en termes spécifiques à cette époque-là. En invoquant la renaissance de l'Europe par la liberté, il s'identifie à «la jeune Europe» à laquelle il appartient par ses idées et par l'interprétation qu'il donne aux concepts de *Liberté, Egalité,*

<sup>9</sup> «Organul luminării, le 28 avril 1848.

*Fraternité*; il s'attarde sur la Constitution autrichienne d'Avril en insistant sur les mutations produites après son adoption: «Les lois et les jugements se feront par les élus des peuples» et «le mouvement de la métropole est le mouvement de tout l'Empire»<sup>10</sup>. Ses références n'ont pas été fortuites. Elles visaient à légitimer le soulèvement roumain, mais aussi à l'associer à celui viennois, lui-même européen. Il accorde un ample espace à la Révolution hongroise, il apprécie dans le même esprit européen ses réalisations démocratiques, mais il n'accepte pas «l'union», qu'il combat de la position roumaine par une série d'arguments. Il était convaincu que la modernisation et les réformes ne pouvaient avoir de succès que dans une Transylvanie autonome. Par son annexion à la Hongrie, les Roumains, majoritaires dans la Principauté, deviendraient une minorité, ce qu'il ne pouvait pas accepter.

Le programme adopté à Blaj garde l'empreinte du discours de Bărnăuțiu. Il a des valences européennes et il prétend en dernière instance une «*nouvelle Constitution pour la Transylvanie*», élaborée par une *Assemblée Constituante* élue démocratiquement. A sa base allaient se trouver les principes «de la justice, de la liberté et de la fraternité». La dimension européenne du programme, la modalité de transformation de la société transylvaine dans l'esprit moderne avait comme finalité l'objectif que la Transylvanie devienne, sous le rapport de la forme d'Etat, «un pays roumain», à une large autonomie dans l'Empire. En dernière instance, c'était la première tentative d'envergure par laquelle on a essayé d'enlever le monopole politique de l'aristocratie libérale magyare sur la Transylvanie.

L'Assemblée de Mai a eu un énorme impact non seulement sur les relations entre les Roumains, mais aussi sur celles avec les Magyars. Cipariu compare le moment de Blaj aux événements de Paris, Berlin et Vienne; Papiu Ilarian, organisateur et ensuite historien de la Révolution, pense que l'Assemblée a signifié l'entrée des Roumains, «au sein des nations de l'Europe»<sup>11</sup>. Participants et observateurs de la démarche politico-nationale de mai, mais aussi des mois suivants, ils associent constamment la forme d'Etat dans ses formules consacrées – *autonomie, confédération et fédéralisme* – avec des noms très suggestifs: *la Roumanie, la Grande Roumanie, la Dacie, la Daco-Roumanie*. Leur contenu change en fonction des évolutions politico-militaires de la région; le syntagme «autonomie – pays roumain» de la Transylvanie reste le même.

Constantin Roman, qui était proche de Bălcescu et des frères Golescu, affirme après l'Assemblée de Mai la nécessité que les Roumains expriment sur toutes les voies leurs options concernant une future construction étatique: «Tous les éléments homogènes aujourd'hui cherchent à se concentrer; c'est valable au cas des Italiens, des Allemands et des Slaves, alors, nous, pourquoi ne ferions-nous pas ceci, nous aussi, maintenant, lorsqu'on a eu la révélation de cette époque; tous nous exigent à

<sup>10</sup> Le texte du Discours dans *Documente...* vol. IV, p. 1–33.

<sup>11</sup> L. Maior, *op. cit.*, p. 126.

vouloir former une Dacie»<sup>12</sup>. C. Roman justifie sa proposition par la nécessité d'arrêter le panslavisme par «l'essor de la Dacie», qui ait le support de l'Europe. Il s'avère mécontent du nom de «Roumania» (correct, en roumain, *România*), utilisé dans la presse, «parce que nos Roumains ne peuvent pas supporter ceci et les Saxons transylvains se moquent encore de nous». Il réclame l'adoption correcte du nom de Roumanie. En même temps, Laurian informait, à son tour, Bălcescu, sur la formule de la confédération, discutée, selon lui, «parmi les Roumains et les Saxons transylvains»<sup>13</sup>. Le nom de Roumanie allait ainsi devenir courant grâce à son utilisation systématique par Bărnuțiu dans son discours du 14 mai.

Le gouvernement autrichien installé à Vienne après l'adoption de la Constitution a mis en discussion le problème roumain, notamment sous l'impression produite par l'Assemblée de Blaj. De façon surprenante, les ministres débattent la possibilité de la fondation de la «Daco-Roumanie» sous l'autorité des Habsbourg dans la séance du 5 juin 1848. Etant sous l'influence des informations véhiculées dans la presse viennoise, mais aussi dans la presse européenne, du contenu de la Pétition nationale, une partie des membres du Cabinet estiment justifié le programme roumain: «La nation valaque de Transylvanie pourrait former le noyau auquel se joindraient les Principautés Danubiennes sous la suzeraineté autrichienne»<sup>14</sup>. La formule lancée n'a pas été autre que la Roumanie, ce qui ne doit pas surprendre. Elle est connue aussi à Paris, étant considérée comme une solution pour la «reconstruction de l'Est de l'Europe»<sup>15</sup>. Les sources de ces prises de position de Vienne, Paris ou bien Berlin proviennent des articles parus dans la presse européenne, des rapports diplomatiques, mais aussi par voie de contacts directs entre les révolutionnaires européens. L'idée de la fédéralisation de la monarchie des Habsbourg a représenté une constante du quotidien viennois le plus populaire, «Die Constitution», et «Allgemeine Zeitung»; après une ample description de l'Assemblée de 15–17 mai, on y parlait de «l'empire daco-romain de Tisza jusqu'au Dniestr et des Carpates de Nord jusqu'au Danube», compte tenu des sympathies des Principautés valaques». On accréditait ainsi l'idée de la Grande Roumanie «sous l'autorité de l'Autriche»<sup>16</sup>. La même solution a été diffusée dans le monde allemand par le Saxon transylvain Daniel Roth dans sa brochure „Von der Union und nebenbei ein Wort über eine mögliche Dakoromanische Monarchie unter Österreichs Krone». D'autre part, les consuls autrichiens et prussiens informaient les gouvernements y impliqués sur l'existence d'options similaires à Bucarest et à Iași. Après une analyse réaliste des événements de Blaj, le représentant de la Prussie à Iași, Richthofen, affirmait: «La distinction des

<sup>12</sup> *Documente...* vol. VII, p. 675.

<sup>13</sup> *Id.*, p. 674.

<sup>14</sup> Grigore Ploechșteanu, *România în conștiința Europei*, Editura Veritas, Târgu Mureș, 1994, p. 21.

<sup>15</sup> *Id.*, p. 23.

<sup>16</sup> *Id.*, p. 18.

Roumains de Transylvanie comme nation indépendante aura des répercussions très importantes sur les principautés de Moldavie et de Valachie, et même sur la Bucovine et peut-être sur la Bessarabie aussi». Le même diplomate attirait l'attention sur les tendances d'attirer «vers soi les nationalités de la même origine des pays voisins»<sup>17</sup>. Il mettait cette orientation sur le compte de l'Assemblée et ajoutait à son appui la participation des Moldaves aux événements de Blaj. C'est dans le même esprit que le consul autrichien à Bucarest, Timoni, rédigeait ses rapports adressés au gouvernement viennois.

Sans doute, la réaction de l'élite politique magyare de Transylvanie et de la Hongrie, préoccupée obsessivement par «l'union», n'a-t-elle pas tardé à se produire afin de contrecarrer le projet politique roumain. Ils ont soutenu cette démarche estimée comme l'unique modalité d'éviter «le passage de la Principauté aux mains des Roumains et des Saxons transylvains»<sup>18</sup>. Dominic Teleki croyait à la nécessité de réaliser «l'union» qui était vitale pour l'existence des Hongrois, menacés, à son avis, par le danger des nationalités. Wesselenyi qui était soutenu par Bethlen János avouait, lui aussi, qu'il craignait pour l'avenir de sa nation: «Notre position géographique est différente de celle des autres nations européennes, parce qu'elles sont entourées par des peuples civilisés, tandis que nous, nous confinons au barbarisme»<sup>19</sup>. A son tour, Szász Károly incitait ses compatriotes à soutenir «l'union» d'une autre perspective aussi, celle de la formation d'une «nouvelle Dacie, qui inclût la Valachie, la Moldavie, la Bucovine et une demie ou bien l'entière Transylvanie». Il trouvait tout aussi dangereuse une Transylvanie autonome, «roumanisée»<sup>20</sup>.

Les commissaires gouvernementaux envoyés par la Hongrie en Transylvanie afin de soutenir «l'union» ont été instruits par le Ministère de l'Intérieur dans le même sens, sans omettre à les sensibiliser sur la préoccupation des Roumains pour une nouvelle construction étatique: «Cela vaut la peine d'accorder une attention particulière à l'attraction des Roumains vers la Valachie, vers ces principautés du Bas-Danube. De ceci il faudrait protéger nos Roumains»<sup>21</sup>.

Un mois après l'émission des instructions pour Perényi, le gouvernement change d'options. Il désigne un nouveau commissaire dans la personne de Vay, après que «l'union» eût été votée par la Diète de Cluj de 30 mars dans une structure ethnique dominée par les Magyars, les Roumains étant représentés seulement par quatre députés. On attirait l'attention au nouveau commissaire sur l'importance de la Moldavie et de la Valachie pour la nouvelle Hongrie: «On doit conclure une alliance avec la Valachie et l'autre Valachie. Ce sont des principautés à part, mais

<sup>17</sup> *Documente...* vol. VII, p. 422.

<sup>18</sup> *Id.*, vol. III, p. 449.

<sup>19</sup> L. Maior, *op. cit.*, p. 133.

<sup>20</sup> *Documente...* IV, p. 208.

<sup>21</sup> *Id.*, p. 261.

elles représentent plus qu'une relation habituelle de voisinage»<sup>22</sup>. Le nouveau commissaire ne s'est pas élevé à la hauteur de sa mission. Il n'a pas réussi à servir de médiateur entre les Roumains et les Hongrois et d'autant moins à ouvrir un dialogue avec les Valaques et les Moldaves, même s'il bénéficiait de renseignements provenus tant de Bucarest que de Iași. Il y a eu aussi d'autres leaders magyars qui ont fait véhiculer des suggestions de la même nature. En outre, il se laisse combler par les accusations systématiques de «Daco-roumanisme» des autorités, d'association au mouvement des Slaves de l'Empire: «Ces Daco-Romains se sont joints aux Slaves et aux Illyriens, auxquels ils s'apparentent du point de vue confessionnel». La révolution des Roumains de Transylvanie, de Valachie et de Moldavie nourrit cette «accusation»: «Ceux qui s'efforcent depuis longtemps en Valachie et en Moldavie à obtenir la libération et l'indépendance de leur pays et de leur peuple ont estimé que c'était le temps d'exercer leur influence sur les Valaques de Transylvanie et de Hongrie»<sup>23</sup>. Ce type de renseignements augmentent quantitativement grâce aussi à la résistance roumaine déployée sur tous les plans contre «l'union», contre la position adoptée par le gouvernement viennois. Zambler György, le *jude* nobiliaire (n.n. représentant de la communauté à attributions économiques, administratives, judiciaires, fiscales, militaires etc.) du district de Bogata (Mureș) mettait les agitations dans les villages qui y appartenaient au compte de l'hostilité roumaine: «Ma modeste opinion est qu'on a à faire au degré d'agitation le plus élevé lorsque ces localités osent déclarer aux hauts dignitaires des comitats qu'elles veulent dépendre uniquement de la Valachie et de la Moldavie et qu'elles n'acceptent ni même de dispositions provenant de n'importe quelle autre autorité»<sup>24</sup>.

Les réactions issues du milieu politique magyar quant à un projet de loi par lequel on reconnaissait les Roumains comme nation avec des droits égaux, initié par Szász Károly, désigné à élaborer la réponse des autorités à la Pétition nationale de Blaj, revêtent une signification particulière. Wesselenyi se hâte à informer le ministre de l'Intérieur sur «l'erreur» que le professeur d'Aiud a commise et sur les conséquences de l'adoption d'une telle loi. La reconnaissance des Roumains du point de vue politique signifiait pour le noble libéral la transformation, «comme par un sortilège, dans un pays roumain». Ce qui intriguait le plus Wesselenyi était «la reconnaissance diplomatique» du nom de Roumain qu'il trouvait dangereux, «parce que la dénomination de daco-roumain n'est plus un simple nom, mais le titre et l'enseigne des aspirations d'une communauté politique»<sup>25</sup>. Trois jours après avoir vu le projet, il informait le ministre sur le renoncement de Szász à continuer de le soutenir. Le spectre de «la Daco-Romanie» justifiait les critiques des

<sup>22</sup> *Documente...* VII, p. 279.

<sup>23</sup> L. Maior, *op. cit.*, p. 149.

<sup>24</sup> *Documente...* VII, p. 400.

<sup>25</sup> *Id.*, VI, p. 430.

conservateurs à l'adresse du gouvernement magyar. «Je crains» – écrivait Apor Lázár – «que le gouvernement Kossuth ramène la terre appelée il y a 3 mois Hongrie et Transylvanie dans l'état où elle se trouvait lorsque les Hongrois sont venus de l'Asie: *Magna Moravia et Dacie*»<sup>26</sup>.

Les arrestations, les enquêtes et les condamnations prononcées contre les Roumains soutiennent systématiquement l'accusation de «daco-romanisme» qui devient la motivation sérieuse pour les exécutions à partir de l'été 1848 jusqu'à la fin de la Révolution, en 1849. Aspiration de plus en plus répandue parmi les Roumains, cet état d'âme que les autorités de Peste et de Vienne connaissaient fut également signalé dans la presse européenne de cette époque-là. Les dirigeants des Roumains rejettent le nom de «daco-romanisme», tout comme ils refusent ceux de «communistes» ou bien de «républicains». Ils savaient que de telles accusations visaient à bloquer le dialogue avec Vienne, auquel, à partir du mois de septembre, ils lient leur espoir pour la mise en place de la Grande Roumanie sous l'égide de l'Autriche.

Les changements produits en automne 1848, l'Assemblée Nationale tenue à Blaj entre le 15 et le 28 septembre mettent en évidence la concrétisation du projet politique roumain. La décision prise ces jours-là avec l'approbation de 60 000 participants a représenté la proclamation *de la rupture avec la Hongrie et la restauration de l'autonomie de la Transylvanie*, ainsi que *l'alliance avec l'Autriche*. Elle continuait la résistance manifestée pendant l'été, le refus de participer aux élections pour le Parlement hongrois et à la Loi de recrutement pour l'armée. On a proposé alors la reprise de l'activité de la Diète transylvaine composée de Roumains, Allemands et Hongrois élus *proportionnellement* à leur nombre. Dans l'esprit de cette décision, ils ont décidé de former un Gouvernement provisoire composé des trois nationalités transylvaines. Ils reconnaissent la Constitution viennoise du 25 avril comme l'acte législatif fondamental conformément auquel la Principauté allait être dirigée. L'Assemblée assume le rôle de Parlement provisoire et les participants adoptent un premier Décret à pouvoir législatif visant l'armement du peuple. On a réorganisé le Comité National Roumain qui allait être reconnu par les Autrichiens. A la fin de l'Assemblée, on a élaboré le *Mémoire* adressé au Parlement viennois, plaidoirie en faveur de la Valachie et de la Moldavie, démarche dans l'esprit de l'idée de former un État roumain sous l'égide de l'Autriche. On a aussi pris en compte la présence de Ioan Maiorescu au Parlement de Francfort. Avant de partir en tant que représentant de la Valachie auprès du Parlement, Maiorescu s'est arrêté à Sibiu, où l'on a mis les bases d'une action commune visant la présentation de la proposition roumaine dans le Parlement autrichien, mais aussi dans celui allemand. Il écrit de Francfort à A.I.G. Golescu au sujet de ses liens avec les députés allemands, de son intention «de familiariser les gens avec l'idée d'une Roumanie entière»<sup>27</sup>. Quelques jours

<sup>26</sup> L. Maior, *op. cit.*, p. 136.

<sup>27</sup> *Id.*, p. 265.

plus tard, il fait une proposition concrète relative à cet objectif: «J'ai proposé qu'on introduise la cause des Principautés dans la conciliation avec l'Italie, c'est-à-dire que l'Autriche laisse l'Italie unifier la Bucovine, la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie dans un seul royaume, la Roumanie, avec un prince autrichien»<sup>28</sup>. Il aborde ce même sujet avec Schmerling et avec l'archiduc Johann. Ses contacts à Vienne et à Francfort sont survenus en même temps que l'élaboration du Mémoire de Blaj du 28 septembre; ce-dernier devait confirmer la démarche de Maiorescu aux yeux des Autrichiens. Quelques jours après l'Assemblée, le 2 octobre, Laurian écrivait, de Sibiu, à Barițiu sur la stratégie commune avec les révolutionnaires de Valachie. Il affirmait que le Mémoire du 28 septembre avait été rédigé «dans le sens de ce que Golescu nous a dit».

L'appel au Parlement autrichien, institution démocratique, produit de la révolution, n'a pas été fortuit. L'Empereur avait approuvé «l'union» de la Transylvanie avec la Hongrie sans que le gouvernement ou bien le Parlement aient été consultés, de sorte que les Roumains ont choisi cette voie dans l'espoir d'une résolution contraire à celle impériale: «Nous, qui avons appartenus à l'Autriche depuis des siècles avec un dévouement inébranlable, nous avons été arrachés de l'unité de la monarchie unitaire et nous avons été délivrés à la merci de la nation magyare»<sup>29</sup>.

Dans le contexte de ces affirmations, le Mémoire posait aussi le problème des Roumains de Valachie et de Moldavie qui étaient sous la suzeraineté ottomane et, respectivement, sous le protectorat tsariste. Pour résoudre cette situation apparemment insoluble, on offrait une solution que les révolutionnaires des trois pays habités par les Roumains avaient déjà discutée et qui était formulée de la façon suivante: «Nous voulons l'union libre de peuples libres sous l'autorité de l'Autriche, libre à l'intérieur, puissante à l'extérieur, un gouvernement fort, une suppression ferme d'une agitation et d'une anarchie corrompue»<sup>30</sup>.

Il s'agissait donc d'un plan visant la transformation de l'Empire dans une fédération de peuples «libres», conformément à une Constitution libérale. La création d'un Etat roumain par l'union des trois pays, qui soit mis sous l'égide de l'Autriche, semblait être la seule solution dans la situation où la révolution de Valachie et de Moldavie avait été réprimée et le protectorat dur de la Russie était devenu une réalité.

La fédéralisation «fraternelle» de la monarchie apparaît dans la démarche politique roumaine comme un premier pas vers l'annulation de «l'union», mais aussi comme une ouverture pour l'accès de la famille roumaine toute entière au nouvel Etat: «Mais on fait des prières pas seulement pour nous, mais aussi pour nos frères des Principautés Danubiennes».

<sup>28</sup> *Anul 1848 în Principatele Române*, Tome VI, București, 1903, p. 358.

<sup>29</sup> Cornelia Bodea, *1848 la români. O istorie în date și mărturii*, București, Ed. Științifică și Enciclopedică, 1982, vol. II, p. 910.

<sup>30</sup> *Id.*

L'expression de la solidarité nationale ne s'arrête pas ici. Fidèles aux principes de la révolution européenne, ils suggèrent l'extension de la démarche autrichienne par l'affirmation ferme de leur position concernant le régime politique des deux pays roumains: «Mais eux aussi (les Roumains – n.n.) veulent la reconnaissance, le respect de leurs droits d'avoir une constitution et une administration intérieure libre: le droit saint de chaque nation au progrès»<sup>31</sup>.

Au nom des principes démocratiques, les dirigeants de la Révolution Roumaine de Transylvanie s'avèrent convaincus qu'une intervention politique autrichienne dans le problème des Principautés serait entièrement justifiée: «Avec cette intervention, l'Autriche représenterait la liberté des peuples, défendrait les faibles dans son droit, promouvrait nos intérêts et gagnerait le respect, la reconnaissance et la sympathie des Principautés, de la nationalité roumaine et même de tous les gouvernements et les peuples sans préjugés»<sup>32</sup>.

Le Mémoire du 28 septembre met aussi en discussion un autre aspect d'une énorme importance pour le ralliement roumain à la politique autrichienne. La réaffirmation de l'adhésion à l'Autriche libérale et à ses institutions démocratiques, fruit de la révolution, dans des termes qui ne laissent pas de place à l'équivoque ou bien à d'autres interprétations, infirme les accusations portées aux Roumains par les révolutionnaires magyars concernant leur association à la réaction contre les Habsbourg. Combattue dès l'été même par Barițiu et puis par Iancu, Laurian et Buteanu, cette thèse trouve sa plus haute expression dans ce document, issu à l'un des moments les plus importants du mouvement pour la liberté: «On répond à notre question du tréfonds de nous-mêmes: sympathie pour l'Autriche, admiration pour ses réalisations à notre époque, pour l'esprit de liberté, l'attachement à la justice, la sagesse de son Parlement et de son gouvernement, affection et respect pour notre Empereur de l'Autriche, pour le père de ses peuples»<sup>33</sup>.

L'installation du jeune empereur François-Joseph au trône, le 2 décembre 1848, engendre la reprise du projet roumain. L'assemblée du 28 septembre, tenue à Sibiu, représente le signal de la dernière tentative, dont le contenu est quand même modifié. Deux des participants à ce moment-là, Laurian et Ioan Popescu, sont partis vers Olmütz par le Banat, où ils ont rencontré Andrei et Petru Mocioni, Patriciu Popescu et d'autres dirigeants des Roumains de Banat pour parachever la nouvelle version qu'ils se préparaient à soutenir en vue de l'union du Banat, de la Bucovine et de la Transylvanie comme province distincte dans l'Empire. Les discussions de Lugoj concernant le projet de formation d'une entité autonome qui rassemble les Roumains de l'Empire se retrouveront dans les mémoires et les pétitions de février-avril 1849.

<sup>31</sup> *Id.*, p. 911.

<sup>32</sup> *Id.*

<sup>33</sup> *Ib.*, p. 912.

Les dirigeants de la révolution roumaine acquièrent ainsi un atout, résultat de la collaboration avec l'Autriche, qu'ils essayent d'exploiter en leur faveur avec les Bucovinois. Au début de l'année 1849, les leaders de l'émigration roumaine de Valachie et de Moldavie les joindront pour un projet politique fondé sur la solution de *la Grande Autriche*, projet dans lequel on inclut aussi les Principautés. D'ailleurs, Alexandru G. Golescu-Negru, qui était déjà en exil à Paris en 1849, reproche aux Transylvains qu'ils ne mettent pas à profit la conjoncture favorable qu'ils traversent: «Les Roumains de Transylvanie n'ont pas fait assez de pas vers l'Autriche. Ils ont demandé aux Saxons transylvains de parler à leur nom. Toujours sous la tutelle d'autrui!»<sup>34</sup> Le même révolutionnaire ajoute à la fin de sa lettre un conseil surprenant. Bien qu'il soutienne l'affiliation à l'Autriche et à son Empereur, il demande aux Roumains d'Ardeal de «mourir aussi pour leur nation».

Simion Bărnuțiu s'est rallié au projet panroumain sous certaines réserves. Le président du Conseil National craignait qu'une tentative d'unification des pays roumains pût être interprétée comme une tendance de séparation des Roumains et de volonté d'édification du «royaume de Dacie». C'est pourquoi, sur son conseil, on a repris le débat de l'automne de 1848, dont l'idée essentielle était *la constitution d'un État roumain qui soit inclus dans les provinces de l'Empire des Habsbourg*. Confrontés à l'intervention militaire hongroise dans un essai d'annexer la Transylvanie par la force armée, les membres du Comité National deviennent très prudents et ne veulent pas mettre en question leur alliance avec l'Autriche. L'exil révolutionnaire roumain allait rester responsable pour soutenir l'idée de l'unification de tous les Roumains dans un Etat sous l'égide de l'Autriche.

Parallèlement, au mois de mars, Gheorghe Magheru envoyait à Kossuth une lettre détaillée dans laquelle il lui proposait une alliance des Roumains et des Hongrois *face au danger slave*. D'ailleurs, en essayant de justifier la position des Transylvains, la résistance roumaine, le révolutionnaire de Valachie souligne qu'ils n'ont pas commencé le combat «dans des buts réactionnaires» et qu'«il n'y avait aucun rapport entre eux et les mouvements slaves». Son offre considérait possible l'abandon de «l'allié perfide» (l'Autriche) seulement au cas de l'adoption de la formule d'une *Confédération danubienne*. En échange de la garantie de la liberté nationale des Roumains de Transylvanie et d'Autriche, Magheru s'engageait à former «une légion roumaine qui puisse lutter avec la Hongrie»<sup>35</sup>. Lui, aussi bien que les autres révolutionnaires de Valachie et de Moldavie, espéraient que la Turquie n'accepterait pas une intervention militaire sur le territoire des deux principautés qui continuaient à être sous la suzeraineté turque. Ils se sont trompés une fois de plus.

Réalistes, les Roumains de Transylvanie cherchent à continuer le dialogue avec Vienne, où l'on préparait l'élaboration de la nouvelle Constitution. Certes,

<sup>34</sup> Cornelia Bodea, *op. cit.*, II, p. 910–912.

<sup>35</sup> *Id.*, p. 1073.

étaient-ils aussi au courant du projet officiel du Premier ministre Schwartzberg qui cherchait à stimuler la Mitteleuropa comme structure fédérale sous l'égide de l'Autriche. Dans ce contexte, on a ressuscité l'idée roumaine de former l'État national en tant que partie composante de l'Empire.

À mesure que la réaction de la Prusse devenait de plus en plus catégorique par rapport aux intentions des Habsbourg, il y a eu un recul qui se faisait ressentir aussi au niveau des Roumains de l'Empire. De surcroît, le recours du gouvernement à la Russie pour rétablir le contrôle sur l'Empire les a convaincus du fait que la possibilité d'inclure la Valachie et la Moldavie dans la Roumanie, proposée au printemps et en été 1848, était devenue irréalisable. Dès l'Assemblée de Sibiu, en décembre 1848, leurs leaders décidèrent d'envoyer à Vienne une délégation dirigée par l'évêque Șaguna. Attirés par le projet de František Palacký de fédéralisation de l'Empire par sa réorganisation en huit provinces, les Roumains ont emmené leur offre, consistant dans la création d'un *Corps National* composé de la Transylvanie, de la Bucovine et du Banat. À Vienne ils ont joui aussi de l'appui du comte Stadion, chargé de la présidence de la commission pour la rédaction du projet de Constitution. Le grand dignitaire autrichien était convaincu, depuis décembre 1848, de la nécessité que les Roumains ne fussent pas exclus du projet de réorganisation de l'Empire. Malheureusement, peu de jours avant la finalisation de la Constitution, il a été remplacé dans le gouvernement par Alexander von Bach. Les Roumains perdaient ainsi l'appui d'une personne qui soutenait leurs doléances politiques concernant la formation du Corps National.

Le 25 février 1849 la délégation roumaine a été reçue par François-Joseph, auquel ils ont présenté un mémoire concernant la constitution de «la province» roumaine dans l'Empire des Habsbourg. Ceci a représenté une démarche politique d'une importance majeure pour la politique à venir des Roumains qui faisaient partie de la Monarchie.

Conformément à la tradition, le Mémoire commençait avec l'éloge de l'Empereur et la réaffirmation du loyalisme. L'effort fourni par les Roumains pendant la Révolution, comme expression de leur fidélité à la Maison des Habsbourg, était mis en antithèse avec la position adoptée par les Hongrois. Mais, à l'avis des délégués, l'argument le plus crédible, qui pesait lourd, restait le traitement violent auquel les autorités magyares avaient soumis les habitants de Transylvanie: «L'ennemi attaqua sans cesse, à forces toujours plus grandes et plus puissantes, pilla des centaines de villages et les mit en cendres, tua plus de 10 000 gens, sans tenir compte de leur âge ou bien qu'ils fussent hommes ou femmes»<sup>36</sup>. Cet argument justifie aussi l'attitude pro-impériale assumée grâce à leur croyance que la dynastie garantit les droits «pour tous les concitoyens et pour toutes les nationalités».

Avec ces arguments, les Roumains présentent pour la première fois une variante de programme politique centrée sur les souhaits de leur communauté

<sup>36</sup> *Id.*, p. 960.

nationale, entité de l'Empire. La première et la plus importante des revendications qu'ils avançaient était «l'union de tous les Roumains de l'Etat autrichien dans une seule nation autonome sous le sceptre de l'Autriche comme une partie qui compléterait la Monarchie»<sup>37</sup>. Les sept autres points du mémoire étaient une conséquence directe de ce souhait, qu'ils complétaient par l'énumération des modalités de mise en pratique de l'union de la Transylvanie avec la Bucovine et le Banat. La nouvelle entité politico-administrative allait être dirigée par un parlement local et par un gouvernement élu par la majorité, comme résultat des élections libres. À cette structure on ajoute la représentation parlementaire roumaine à Vienne et au gouvernement central. Le dirigeant de la nouvelle province, appelée «duché», allait être un représentant de la Maison des Habsbourgs et l'Empereur allait prendre le titre de «Grand Duc des Roumains».

La fin du mémoire est un appel à François-Joseph dans lequel ils le supplient de prendre en compte leurs demandes. Les justifications de celles-ci font appel, traditionnellement, à «son origine, ses nobles qualités qui ne sont pas disparues sous l'oppression des siècles, sa langue unique dans l'église, dans la littérature et au foyer»<sup>38</sup>.

L'Empereur les accueillit, causa avec eux et leur promit que «je vais mettre ceci en discussion détaillée et je vais le résoudre le plus rapidement possible pour qu'ils soient contents». C'était plutôt une réponse standard, une promesse comme beaucoup d'autres, restées sans aucune suite ou bien avec des résultats partiels. Les membres de la délégation, restés encore à Vienne, étaient convaincus que, tout comme dans d'autres cas, la propagande anti-roumaine était la cause principale de la réponse impériale.

L'Empereur a envoyé le Mémoire au gouvernement. La réponse gouvernementale n'a été donnée que le 10 mars et elle représentait la proposition de rejet de la demande des Roumains de former le Corps national roumain de l'Empire: «L'approbation de ce point de la Pétition dissoudrait certains des "pays" désignés de la Couronne, en créant à leur place un pays nouveau et autonome de la Couronne – la Roumanie»<sup>39</sup>. L'utilisation pour la première fois du nom qu'allait porter le futur Etat roumain est étonnante.

Le prince Schwartzenberg s'est également prononcé contre cette solution pendant l'entretien avec la délégation roumaine. «Il nous reçut avec des accusations. Il dit que parmi les Roumains de Transylvanie il y en avait une partie qui avait des liaisons avec la propagande française»<sup>40</sup>. Sans doute, le Premier ministre autrichien était-il bien informé sur les relations d'Avram Iancu, A.T.

<sup>37</sup> *Id.*, p. 966.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> *Id.*, p. 972.

<sup>40</sup> Cornelia Bodea, *Lupta românilor pentru unitatea națională 1834–1849*, București, 1967, p. 347.

Laurian et Ioan Maiorescu avec les émigrés des Principautés se trouvant en exil à Paris après la défaite de la révolution de Valachie et de Moldavie.

Le quasi-échec du dialogue avec François-Joseph et avec les membres du gouvernement n'a pas signifié l'abandon du projet roumain. Ioan Maiorescu, l'ancien représentant de Valachie auprès du Parlement de Francfort continue à soutenir et à justifier l'idée de «la Roumanie autrichienne». Son argument était la loyauté des Roumains pendant les événements révolutionnaires. En outre, il a cherché à obtenir aussi l'appui allemand pour la formule étatique proposée. Il n'a pas réussi non plus et la Constitution de Mars 1849 a ruiné définitivement leurs espoirs. Par la suite, au courant du mois d'avril, ils ont essayé de ramener en discussion leur projet au moyen de sept autres mémoires, y compris en collaboration avec les Serbes et les Slovaques. Sans aucun résultat.

Tout comme les autres nationalités de l'Empire des Habsbourg, les Roumains ont été convaincus pendant une longue période que l'appui de Vienne était une nécessité historique appelée à les protéger devant l'avance de l'Allemagne et de la Russie tsariste. La révolution de 1848–1849 de Transylvanie s'est concentrée autour de l'État-nation ou bien au moins de l'autonomie de la Principauté réorganisée sous l'influence des événements qui ont eu lieu sur le continent. La démocratisation par des réformes libérales, l'adoption du modèle d'État européen constitutionnel furent les idées-force de la démarche roumaine dans ses diverses formes engendrées par les conjonctures politiques. On peut parler sans aucun doute de la reconsidération historique de leur statut dans la monarchie, conjuguée à la situation des Roumains qui se trouvaient sous la domination ottomane ou tsariste.

Si les Hongrois ont souscrit à l'idéal de la Grande Hongrie, les Roumains, par contre, ont promu la reconstruction étatique sur d'autres fondements, en offrant une solution adverse, un mécanisme politico-national d'envergure, *la Grande Roumanie sous l'égide des Habsbourg*. Les deux projets ont été voués à l'échec pour l'instant, mais ils n'ont pas été abandonnés. L'aspiration roumaine se faisait connue pour la première fois. C'est elle qui a solidarisé les Roumains autour d'elle, même s'ils n'ont pas opté pour la sécession. C'était une solution appelée à améliorer leur statut politico-social par l'augmentation de leur poids dans la monarchie des Habsbourg.